

Les écoles-ghettos pourraient disparaître à Bruxelles

Une école socialement mixte à proximité du domicile de chaque élève est possible pour l'association Appel pour une école démocratique (Aped), si on abandonne le marché scolaire du système d'affectation actuel. L'association a constaté que la Fédération Wallonie-Bruxelles connaissait de fortes inégalités sociales de résultats scolaires, allant de paire avec une forte ségrégation scolaire, favorisant des écoles homogènes, «ghettos de pauvres» ou «ghettos de riches».

Proximité et mixité

Plutôt que de donner la primauté au choix des parents pour l'affectation des élèves, alors que le décret inscription n'a pas permis d'améliorer la mixité scolaire, l'Aped propose un système alternatif. Tous les parents

se verraient proposer une école pour leurs enfants dès la maternelle, en fonction des paramètres de proximité et de mixité. S'ils l'acceptent, leur place y serait garantie, mais ils seraient libres de trouver un autre établissement.

Déjà présenté il y a quelques années, ce système avait été jugé infaisable. Nico Hirtt (Aped) et Bernard Delvaux (Girsef) en ont donc étudié la faisabilité, via une simulation de la procédure pour les élèves bruxellois en 1^e primaire, démontrant que si tous les parents acceptaient l'affectation de leurs enfants, les écoles ghettos disparaîtraient complètement pour les pauvres, et quasiment pour les riches. La structure sociale des écoles deviendrait similaire presque partout, tandis que la mixité dans les écoles serait une réa-

lité pour 94% des élèves bruxellois. «Nous faisons le pari que si l'école est peu éloignée du domicile et que sa composition sociale est peu différente des autres écoles, la majorité des parents sera peu encline à rejeter cette proposition rassurante», explique Nico Hirtt.

Sans constituer une proposition finalisée, cette étude veut surtout enrichir et relancer un débat sensible, mais «essentiel», pourtant évacué du Pacte d'excellence selon l'Aped.

AB (ST.)

«À distribution résidentielle constante, on peut réduire la ségrégation scolaire.»

BERNARD DELVAUX
CO-AUTEUR DE L'ÉTUDE
APED-GIRSEF